

Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Règlement intérieur du Conseil municipal - Mandat 2020-2026 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

En application du Code général des collectivités territoriales, et notamment de l'article L.2121-8, l'élaboration d'un règlement intérieur est obligatoire dans les communes de plus de 1 000 habitants. Ce document doit être approuvé dans les six mois qui suivent l'installation de l'organe délibérant.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal en date du 4 juillet 2020, il convient donc d'établir un règlement intérieur.

Son objet est d'établir les règles de fonctionnement interne de l'Assemblée délibérante et d'autres organes municipaux, tels que les commissions ou le bureau municipal, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Un amendement au projet de délibération a été déposé par Madame Alenka DOULAIN, Conseillère municipale. Cet amendement porte sur les modalités relatives à la composition des groupes. Après examen par le Conseil municipal, l'amendement proposé a été soumis à un vote à main levée.

A l'issue d'un vote à main levée, l'amendement a été rejeté à la majorité des voix exprimées.

Pour : 2 voix

Contre : 63 voix

Abstentions : 0 voix

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le règlement intérieur du Conseil municipal pour le mandat 2020-2026 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 6 août 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement intérieur Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20200730-136413-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/08/20
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.